

# UNITED FOR A JUST FUTURE

IndustriALL Global Union 3rd Congress  
14-15 September 2021

## Résolution en faveur de la démocratie au Myanmar

Fédération des travailleurs de l'industrie du Myanmar (Industrial Workers Federation of Myanmar, IWFM), affiliée à la Confédération des syndicats du Myanmar (Confederation of Trade Unions Myanmar (CTUM)), souhaite soumettre cette résolution à l'approbation du Congrès d'IndustriALL, qui se tiendra du 14 au 16 septembre 2021.

Le 1<sup>er</sup> février 2021, un coup d'État militaire au Myanmar a conduit à la mise en détention des dirigeants démocratiquement élus de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) Win Myint et Aung San Suu Kyi et de nombreuses autres personnalités politiques, à quelques heures de la cérémonie de prestation de serment des députés nouvellement élus et de la formation d'un nouveau cabinet. La junte militaire s'est depuis rendue coupable d'arrestations, d'assassinats et d'autres formes de violence à l'encontre de politiciens, de militants et de travailleurs au Myanmar.

Des centaines de milliers de citoyens et de travailleurs ont participé à des manifestations pacifiques dans tout le pays, et les syndicats ont joué un rôle central dans l'organisation du mouvement de désobéissance civile dirigé contre le coup d'État et la violation brutale des droits de l'homme, les exécutions extrajudiciaires, les arrestations, les viols, ainsi que les villages, hôpitaux et églises saccagés et incendiés. Au moins 945 personnes ont été tuées par l'armée, plus de 7 000 ont été arrêtées et plus de 1 900 mandats d'arrêt ont été émis.

Des centaines de milliers de travailleurs ont déjà perdu leur emploi (au moins 250 000 dans le secteur de l'habillement, 500 000 ouvriers du bâtiment, 125 000 enseignants et 65 000 dans le secteur du tourisme, pour ne citer que ceux-ci). Les syndicalistes et les travailleurs participant aux manifestations sont pris en chasse par l'armée. De nombreux dirigeants syndicaux ont dû se cacher, plusieurs ont été arrêtés et beaucoup ont vu leur passeport annulé. Les gens sont traînés hors de leur domicile la nuit pour être arrêtés. Placés en détention militaire ou policière, ils sont sauvagement torturés et finissent souvent par succomber sous les coups de leurs agresseurs. De nombreux lieux de travail et zones industrielles comme Hlaing Thar Yar et Shwepyitha ont été l'objet d'attaques violentes par les forces armées. Les Nations Unies estiment que 200 000 personnes ont été déplacées depuis le 1<sup>er</sup> février.

L'armée se sert de la résurgence de la pandémie de Covid-19 comme prétexte pour imposer d'autres mesures répressives à l'encontre des médecins, des infirmières et du personnel de santé ayant rejoint l'opposition démocratique. Des hôpitaux ont été saccagés, des bénévoles arrêtés. L'armée bloque l'arrivée des médicaments de l'étranger et confisque les bouteilles

d'oxygène. De nombreux hôpitaux ont été fermés ou placés sous contrôle militaire. Dans les prisons, les prisonniers politiques sont exposés à la Covid-19.

Les travailleurs des usines de confection de vêtements, dont la plupart sont des femmes, travaillent sans aucun équipement de protection et des travailleurs qui ont contracté le virus continuent de travailler aux côtés des autres employés.

Alors que 60 pour cent des établissements de santé sont hors d'état de fonctionner, l'administration du vaccin contre la Covid et d'autres vaccins vitaux est impossible. Selon les experts de la santé publique au Myanmar, 50 pour cent de la population du pays pourrait être infectée par les variants Alpha ou Delta du virus si des précautions immédiates ne sont pas prises.

Le Secrétaire général de l'ONU, M. Guterres, a condamné « la poursuite de la violence brutale perpétrée par l'armée au Myanmar » et a réitéré qu'il « continuera de se tenir aux côtés du peuple et de ses aspirations à un Myanmar pacifique, stable et prospère », et a également appelé à une « réponse internationale ferme et unifiée » et à « mettre fin aux violations des droits humains fondamentaux et à reprendre le chemin de la démocratie ».

Les données récentes publiées par des organisations internationales sont extrêmement préoccupantes :

- la Banque mondiale, dans son « Myanmar Economic Monitor » de juillet 2021, souligne le fait que la pandémie de Covid-19, conjuguée au coup d'État, entraînera une baisse de 30 pour cent du PIB du pays en 2021 ;
- le PNUD a quant à lui déclaré qu'à court terme, 25 millions de personnes, soit près de la moitié des 54 millions d'habitants du pays, sombreraient dans une situation de pauvreté absolue ;
- d'après les calculs de l'OIT : « Au premier semestre 2021, on estime que 14 pour cent des heures de travail ont été perdues, ce qui équivaut au temps de travail d'au moins 2,2 millions de travailleurs à temps plein. » On estime que l'emploi est en recul de 6 pour cent au deuxième trimestre 2021 par rapport au quatrième trimestre 2020, correspondant à 1,2 million d'emplois perdus. Les femmes ont été davantage touchées que les hommes. Les secteurs les plus touchés sont ceux de la construction, de l'habillement, du tourisme et de l'hôtellerie, où l'emploi a chuté de respectivement de 35 pour cent, 31 pour cent et 25 pour cent, des pertes encore plus importantes étant enregistrées au niveau du nombre relatif d'heures de travail.

Alors que l'usage de la violence par l'armée envers les manifestants pacifiques s'intensifie, les syndicats du Myanmar réaffirment l'urgence d'une action internationale forte et coordonnée pour faire face aux urgences politiques et économiques, sociales et sanitaires profondes qui mettent en péril l'avenir du pays tout entier.

Les syndicats du Myanmar travaillent en étroite coordination avec le Gouvernement d'unité nationale (NUG) récemment nommé, qui comprend des représentants de différents partis et d'appartenance ethnique diverse. Le NUG œuvre au soutien du peuple du Myanmar, contre la répression militaire et la destruction de l'ensemble du pays, faisant fi de ses divergences ethniques et religieuses, y compris les Rohingya en faveur desquels le NUG s'est engagé à respecter leurs droits à la citoyenneté, condition fondamentale d'un retour volontaire, digne et sûr.

Les syndicats du Myanmar appuient pleinement le combat engagé par le NUG auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies, pour la reconnaissance de ses pouvoirs et pour le plein soutien de tous les gouvernements de l'ONU à son égard.

Depuis le 1<sup>er</sup> février, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Myanmar travaille à l'adoption de sanctions économiques globales visant à couper les sources de revenu des forces armées et ainsi « étouffer » leur pouvoir et les obliger à faire marche arrière. Certains pays, y compris l'Union européenne et ses 27 États membres, les États-Unis, le Canada et d'autres ont introduit des sanctions sur les principales holdings contrôlées par l'armée et visant des entreprises dans les secteurs des pierres précieuses, du bois d'œuvre et de l'exploitation minière. Des interdictions financières et des restrictions sur les voyages ont été imposées aux principaux dirigeants de la junte militaire. La junte militaire dépend en grande partie des revenus du secteur pétrolier et gazier. Un appel international coordonné à boycotter et à imposer des sanctions à la junte est nécessaire pour couper ses principales sources de revenus.

Par conséquent, IndustriALL Global Union et ses affiliés à travers le monde s'engagent à :

- Soutenir la campagne en faveur de sanctions économiques globales contre la junte militaire au Myanmar en appelant :
  - o les gouvernements à faire pression sur les multinationales et les marques mondiales afin de les amener à cesser leurs activités, retirer leurs fonds, ne plus passer aucune nouvelle commande et mettre fin à leurs relations commerciales au Myanmar ;
  - o les multinationales et les marques mondiales originaires de nos pays à cesser leurs activités, retirer leurs fonds, ne plus passer aucune nouvelle commande et mettre fin à leurs relations commerciales au Myanmar, en veillant à garantir les droits et les prérogatives des travailleurs, notamment en s'assurant que les fournisseurs versent des indemnités aux travailleurs en cas de fermeture d'usines, dans le cadre d'un dialogue étroit avec les syndicats ;
- Exercer des pressions sur leurs gouvernements nationaux en vue d'exiger des sanctions politiques et économiques globales contre la junte militaire (en particulier dans les secteurs du pétrole et du gaz, de l'assurance et de la finance) ainsi que des sanctions ciblées contre les dirigeants militaires et les conglomérats de l'armée : MEC et MEHL, et l'entreprise publique Myanmar Oil and Gaz Enterprise : MOGE.
- Exercer des pressions sur leurs gouvernements nationaux pour exiger :
  - la reconnaissance officielle du NUG à l'Assemblée générale des Nations Unies ;
  - la libération immédiate et inconditionnelle, par la junte militaire birmane, de tous les dirigeants politiques, les travailleurs, les syndicalistes et les défenseurs des droits de l'homme emprisonnés au Myanmar au seul motif d'avoir exercé leurs droits de l'homme et leurs droits du travail.
- Exiger le retrait de tous les mandats d'arrêt émis contre des syndicalistes et des militants en raison de leurs activités exclusivement pacifiques, et exiger qu'il soit mis fin aux atteintes à la liberté syndicale et à la liberté d'expression au Myanmar.
- Soutenir la campagne internationale en faveur d'un embargo mondial sur les armes.
- Fournir à IndustriALL toute information concernant des relations commerciales et autres types de liens avec les forces armées du Myanmar, à des fins de suivi.
- Demander aux gouvernements de fournir une aide humanitaire par l'intermédiaire du NUG et des syndicats du Myanmar.

IndustriALL continuera de coordonner ses activités avec la CSI et le Conseil des syndicats mondiaux (Council of Global Unions) afin de mettre concrètement un terme au règne de la terreur imposé par la junte militaire et remettre le pays sur la voie de la démocratie, afin que

les travailleurs et leurs représentants puissent à nouveau exercer librement leurs droits fondamentaux.

